



PROTOCOLE TRANSACTIONNEL

-0-

**Fin de la convention de délégation de
services publics pour la gestion du
centre nautique
entre juin 2008 et juin 2013**

PROTOCOLE TRANSACTIONNEL

ENTRE LES SOUSSIGNES

- La Communauté D'agglomération Saint-Dizier Der et Blaise (ex Communauté de Communes Saint-Dizier Der et Perthois), autorité délégante dénommée Collectivité

représentée par Monsieur François CORNUT GENTILLE, Président

d'une part

- La société POLYXO, le délégataire du centre nautique entre juin 2007 et juin 2013

représenté(e) par Madame Valérie de ROCHECHOUART, Gérante

d'autre part

IL EST PREALABLEMENT RAPPELE CE QUI SUIIT :

A l'expiration de la convention de délégation de services publics pour la gestion du centre nautique, en Juin 2013, les parties devaient procéder à un état des lieux permettant de classer l'ensemble des biens utilisés pour l'activité déléguée.

Le classement devait se faire selon deux catégories principales :

- Les biens dits "de retour", soumis à l'article 44 de la convention précitée, qui devaient être remis gratuitement à la collectivité ces derniers étant indispensables à la gestion de l'activité.
- Ceux dits "de reprise", utiles au service public et prévus par l'article 45, qui pouvaient être rachetés par la Collectivité à un prix fixée à l'amiable entre les parties.

Cependant cet état des lieux n'a pu être établi précisément lors de la fin des relations contractuelles.

La société POLYXO a transmis une liste composée de biens qu'elle estime soumis à l'article 45 et dont la propriété est restée à la collectivité sans aucun rachat. La société demande à ce titre le paiement de 33 406.76 € HT, correspondant à la somme des valeurs nettes comptables de chaque bien listé.

La collectivité admet que la valeur de rachat qui devait être fixée à l'amiable, selon l'article précité, peut raisonnablement être la valeur nette comptable.

Cependant il apparaît difficile si longtemps après la fin du contrat de vérifier le montant, l'amortissement, et la nature de chaque bien. Une expertise ou un contentieux pourrait être long, sans aucune certitude de satisfaction pour l'une ou l'autre des parties ou même de résultat probant.

IL A DONC ETE DECIDE CE QUI SUIIT :

Article 1 :

Le montant définitif retenu en vertu de l'article 45 de la convention, pour le rachat du reste des biens est fixée à 16 703.38 € HT, soit la moitié de la somme proposée initialement par la société.

La Communauté D'agglomération Saint-Dizier Der et Blaise s'engage à verser le montant de cet accord transactionnel complété de la TVA dans un délai de 30 jours à compter de la date de signature du présent acte.

Il est précisé que le montant Toute Taxe Comprise s'élève ainsi à 20 044,06 €.

Faute de respecter cet engagement, la présente transaction deviendra nulle et les parties pourront demander le paiement de la totalité de leur créance par les voies de droit qui leur sont ouvertes.

Article 2 :

Par cette transaction, les parties renoncent irrévocablement à toutes prétentions quelconques au titre de l'application de la convention de délégation de services.

Article 3 :

En contrepartie des engagements mentionnés à l'article 1er, le présent Protocole lie définitivement les Parties à l'égard desquelles il a l'autorité de la chose jugée en dernier ressort. Il ne pourra être attaqué ni pour cause d'erreur de droit ni pour lésion et constitue, à ce titre, une transaction définitive et irrévocable soumise aux articles 2044 et suivants du Code civil et en particulier à l'article 2052 du Code civil.

Fait en 3 exemplaires

A Saint-Dizier, le

La société POLYXO

Le Président,

.....

François CORNUT GENTILLE